



SÉMINAIRE DE RENTRÉE ACADÉMIQUE

Académie internationale
de lutte contre le terrorisme
(AILCT)

R E S T I T U T I O N

2024-2025

IRS Institut de
Recherche
Stratégique

SÉMINAIRE DE RENTRÉE ACADÉMIQUE

Académie internationale
de lutte contre le terrorisme
(AILCT)

R E S T I T U T I O N



2024-2025

IRS Institut de
Recherche
Stratégique

INTRODUCTION

À travers des regards croisés, le séminaire de Rentrée Académique 2024-2025 de l'Institut de Recherche Stratégique (IRS) de l'Académie Internationale de Lutte contre le terrorisme (AILCT), a réuni plusieurs spécialistes, aux expertises diversifiées, pour examiner les mutations protéiformes survenues dans le cadre de la lutte anti-terroriste en Afrique. Ces échanges ont fourni des clés de compréhension précieuses pour appréhender les enjeux complexes liés à "L'antiterrorisme en Afrique dans un monde multipolaire". Structuré autour de trois panels de discussion, ce séminaire a permis de repenser les paradigmes en vigueur, afin de répondre à des menaces multiples et renouvelées.

Ces réflexions se sont inscrites à l'aune d'un contexte géopolitique particulièrement crispé, marqué par une recrudescence des conflits inter et intraétatiques, et de tensions sécuritaires croissantes, exacerbées par les nébuleuses djihadistes. Ces dernières, prospèrent des failles structurelles des États ainsi que de la marginalisation croissante de divers groupes ethniques. L'expansion du terrorisme en Afrique bénéficie d'un contexte favorable qui est exploité par l'usage de narratifs, de discours mobilisateurs et si besoin par la violence aveugle.

Cette rencontre a permis des échanges fructueux afin d'identifier les voies d'une coopération régionale, dans le cadre de la lutte anti-terroriste. Il a en effet été convenu que la réponse au terrorisme qui transcende les frontières doit être collective.

PANEL 1

« Lutte contre le terrorisme en Afrique : Coopération et souveraineté »



**Docteur Jean-Jacques
KONADJE (modérateur)**

Enseignant-chercheur,
expert des questions de
défense et de sécurité

Docteur en science politique, Jean-Jacques Konadjé est consultant en géopolitique et relations internationales, expert international en maintien de la paix et spécialiste de la défense.



**Général de Brigade
Géraldine Janet George**

Ministre de la défense
nationale de la
république du Libéria

Ministre de la Défense Nationale de la République du Libéria, le général de Brigade Géraldine Janet George joue un rôle crucial dans la sécurité et la défense du pays.



Serge Daniel

Journaliste
France 24 et RFI

Serge Daniel est actuellement correspondant de plusieurs médias, dont Radio France Internationale, France 24, Agence France-Presse et TV5 Monde pour le Sahel.

Il est également spécialiste de l'islamisme armé de la bande sahélo-saharienne.



Colonel Damien Mireval

Attaché de défense
près de l'Ambassade
de France en Côte
d'Ivoire

Le colonel Damien MIREVAL est un officier de l'armée de Terre française, de l'arme des Troupes de marine, en poste d'attaché de Défense en Côte d'Ivoire depuis juillet dernier.



Abdelhak Bassou

Chercheur principal
au Policy Center for
the New South

Abdelhak Bassou est Chercheur principal au Policy Center for the New South et Chercheur principal Non-Resident au Africa Center de l'Atlantic Council.

RÉSUMÉ

« Lutte contre le terrorisme en Afrique : Coopération et souveraineté »

La panel « **Lutte contre le terrorisme en Afrique : Coopération et souveraineté** » est dédié à l'analyse des dynamiques de coopération transfrontalière, dans le cadre de la lutte anti-terroriste en Afrique. Le constat est sans appel : la ceinture subsaharienne présente un risque sécuritaire croissant et propice à l'expansion des groupes terroristes.

Face à cette réalité, une question centrale a guidé les échanges : “Où placer le curseur entre coopération et souveraineté ?”. Les intervenants ont ainsi soulevé les paradoxes qui subsistent entre vellétés de coopération et préservation des intérêts nationaux.

Cette question a offert des pistes de réflexion sur la manière dont les pays africains peuvent collaborer efficacement pour contrer la menace terroriste. En ce sens, un consensus s'est établi sur l'importance d'une convergence des moyens globaux, avec une focale sur le rôle fédérateur que doivent endosser les institutions régionales.

I. ENTRE COOPÉRATION ET SOUVERAINETÉ NATIONALE : L'EXISTENCE D'UNE FRONTIÈRE POREUSE

Les reconfigurations géopolitiques à l'œuvre ces dernières années, marquées notamment par des tensions exacerbées dans la zone sahélienne, ont entraîné un changement fondamental dans notre rapport à la sécurité nationale. Si le principe de souveraineté nationale a longtemps prévalu, l'émergence de la menace terroriste a bouleversé ces fondamentaux.

Les notions de défense territoriale et de sécurité nationale doivent désormais se concevoir au regard de menaces transnationales, à l'instar de la mouvance terroriste. Ce constat a été largement partagé par les panélistes, notamment M. Abdelhak Bassou, qui a souligné qu'aucun état ne peut combattre seul contre le terrorisme. Selon lui, la persistance d'une conception "souveraine" de la lutte antiterroriste constitue un obstacle majeur à la coopération entre États, ces derniers concevant ces initiatives comme des ingérences potentielles dans leurs affaires internes. À ces réticences viennent se greffer des rivalités géopolitiques et des divergences de conception dans la mise œuvre de la politique de sécurité et de défense à l'échelle régionale.

Face à ces défis multiples, le colonel Damien Mireval a proposé une autre vision de la souveraineté nationale, celle d'un concept mouvant, devant évoluer "au gré de la menace, de nos capacités, et de notre résilience". Il a ainsi appelé à l'émergence d'une "souveraineté de l'acceptation de la coopération", perçu non comme une renonciation mais davantage comme un instrument indispensable pour surmonter ces défis communs.

II. LES ÉCUEILS DE LA COOPÉRATION RÉGIONALE : UNE DIFFICILE MISE EN PRATIQUE

Les discussions ont mis en exergue les nombreux freins entravant la mise en œuvre d'une coopération transfrontalière efficace en matière de lutte contre le terrorisme. Parmi eux, les rivalités interétatiques prennent une part prépondérante. Elles limitent le partage d'informations et attisent la méfiance entre États.

Outre ces rivalités, les difficultés logistiques rencontrées, à l'instar du manque d'infrastructures et de moyens de communication transnationaux, mettent à mal les synergies entre États. À cet égard, les zones transfrontalières et marginalisées sont particulièrement affectées, les opérations conjointes y demeurant complexes.

À ces défis s'ajoute également la question du rôle des institutions régionales dans la lutte contre le terrorisme. M. Serge Daniel, s'est notamment interrogé sur la pertinence de du rôle de deux entités sous-régionales, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Initiative d'Accra. Bien que ces organisations confèrent à la lutte antiterroriste une place de premier plan, leur efficacité réelle reste largement questionnable.

Le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la CEDEAO, bien que ce dernier ne soit encore juridiquement acté, suivi par la création de l'Alliance des États du Sahel (AES), est particulièrement révélateur d'une inadaptation des réponses existantes. Ces pays ont opté pour des solutions alternatives, à l'instar du recours à des mercenaires, ce qui a eu un effet contreproductif d'amplifier la menace. Ainsi, pour le journaliste Serge Daniel, "un pays ne peut sous-traiter sa sécurité sans mettre en péril son avenir".

III. PERSPECTIVES POUR LA COOPÉRATION RÉGIONALE : DES SOLUTIONS MULTIPLES AVANCÉES

Pour la mise en œuvre de réponses efficaces en matière de lutte contre le terrorisme, les panélistes ont préconisé des solutions axées sur une coopération régionale renforcée, qui vont au-delà de l'aspect purement opérationnel. Parmi elles, la ministre de la Défense du Libéria, le général de brigade Géraldine Janet George, a insisté sur l'importance de la centralisation des informations et du partage de renseignements à l'échelle régionale. Dans ce sillage, le colonel Damien Mireval a souligné que ces échanges, y compris les renseignements de type souverain, doivent être réalisés au fil de l'eau, afin de garantir une meilleure fluidité.



Selon lui, les États doivent faire preuve de pragmatisme, en acceptant des partenariats sécuritaires. À ce titre, il a évoqué la coopération entre la Côte d'Ivoire et d'autres pays dans le cadre de la CAN 2024.

Outre ces aspects, M. Abdelhak Bassou a dessiné des axes de coopération vertueux. Il a notamment plaidé pour la création d'un espace judiciaire commun, conçu pour harmoniser les politiques et contourner la lourdeur bureaucratique.

Enfin, les panélistes ont notamment concentré leurs réflexions sur des partenariats fructueux, qui témoignent de la plus-value apportée par la coopération entre États. A cet égard, l'AILCT, s'est imposé comme un pôle d'excellence de l'antiterrorisme, vitrine d'une coopération multilatérale prometteuse. Née d'un partenariat entre la Côte d'Ivoire et la France, l'Académie a vocation à intégrer d'autres États africains.

PANEL 2

« État et perspectives de la menace terroriste dans le Golfe de Guinée »



**Abdel Nasser
Ethmane Elyessa**

Ancien diplomate de l'Union Africaine à Abidjan.

Abdel Nasser Elyessa est ancien conseiller à la Sécurité du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (Unowas) de 2007 à 2009, et ancien conseiller politique du Bureau de liaison de l'Union africaine en Côte d'Ivoire, de 2010 à 2022.

Vassiriki Traore

Conseiller spécial du Président de la République, Coordonnateur National du Renseignement

En tant que Conseiller spécial du Président de la République, Coordonnateur National du Renseignement, Vassiriki Traore a pour mission de faciliter les échanges et la coordination entre les différents services de renseignements ivoiriens, ainsi qu'avec leurs partenaires étrangers.



Idriss Mounir Lallali

Directeur du Centre Africain d'Étude et de Recherche sur le Terrorisme (CAERT)

Actuellement Directeur du Centre Africain d'Étude et de Recherche sur le Terrorisme (CAERT), il possède une vaste expérience en leadership stratégique, analyse des politiques sécuritaires et gestion de programmes internationaux de prévention et lutte contre le terrorisme.



Bibi Van Ginkel

Chercheuse Senior à l'ICCT.

Le Docteur Bibi van Ginkel est une chercheuse senior de longue date à l'ICCT. À partir de 2023, elle est responsable du programme sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent

RÉSUMÉ

« État et perspectives de la menace terroriste dans le Golfe de Guinée »

Le deuxième panel, consacré au thème : “ État et perspectives de la menace terroriste dans le Golfe de Guinée”, a permis de dresser un tableau représentatif des dynamiques de la violence armée dans le Golfe de Guinée.

Cette zone stratégique, située au carrefour des enjeux sécuritaires, géopolitiques et économiques, fait face à une menace terroriste croissante, qui, bien qu’hétérogène selon les pays, tend à s’enraciner durablement.

La lutte antiterroriste s’avère en effet complexe : les groupes terroristes s’appuient sur un maillage local et usent de techniques de plus en plus sophistiquées.

Le caractère polymorphe du fait terroriste constitue un défi majeur pour les États riverains, dont certains peinent à appréhender la dimension à la fois locale et transnationale de ce phénomène. Cet écart entre la nature du problème et les stratégies mises en œuvre entrave l’efficacité des actions implémentées.

Si les perspectives demeurent préoccupantes, la clé d’un succès durable dans la lutte antiterroriste réside dans la mise en place d’une réponse ciblée, globale et concertée, combinant volets militaires et volets socio-économiques.

I. ÉTAT DES LIEUX DE LA MENACE TERRORISTE DANS LE GOLFE DE GUINÉE : LES ÉCUEILS DE LA LUTTE ANTITERRORISTE

Les panélistes ont mis en exergue une expansion préoccupante de la menace terroriste, laquelle transcende les frontières de la sous-région, pour s'étendre jusqu'en Afrique australe.

Le directeur du CAERT a souligné une augmentation de 40% entre 2023 et 2024, des victimes du terrorisme en Afrique. Selon M. Idriss Mounir Lallali, cette expansion résulte de stratégies méthodiques et rationnelles élaborées par les groupes terroristes. L'orateur a ainsi rappelé que dès 2017, le GSPC avait envoyé des émissaires en Afrique de l'Est afin de créer de nouveaux foyers de terrorisme. La coopération entre Daesch et Al Qaida facilite l'extension des violences vers le Golfe de Guinée. Cette région est devenue un objectif des acteurs du terrorisme. Compte tenu des menaces sécuritaires qui pèsent sur le Golfe d'Aden, le Golfe de Guinée devrait devenir un espace de transit maritime majeur qui pourrait renforcer les ambitions des groupes violents sur cette région.

M. Vassiriki Traoré, qui partage cette analyse, a notamment insisté sur la sophistication croissante de ces groupes, qui usent de techniques particulièrement innovantes. S'il a souligné, à l'instar des autres panelistes, que les djihadistes étendent leurs activités en fonction d'objectifs stratégiques, il a aussi mis en évidence que ces entités ne sont pas homogènes et elles évoluent en fonction des réalités du terrain en se nourrissant notamment des fragilités politiques, sociales prééxistantes.

Bien que tous les pays du Golfe de Guinée ne soient pas directement ciblés par les attaques, certains d'entre eux servent de plateforme de financement, de transit ou de base logistique pour la planification des opérations. A cet égard, si la Guinée n'est pas directement concernée par la menace, des soupçons d'implantation de cellules combattantes émergent. De son côté, le Ghana, épargné par les attaques, compte néanmoins un large contingent de combattants terroristes.

Pour Mme Bibi Van Ginkel, il est primordial de situer la menace terroriste dans le contexte géopolitique actuel. Un constat corroboré par M. Idriss Mounir Lallali, qui note sur un ton pessimiste que le retrait de plusieurs acteurs occidentaux, corrélé aux multiples coups d'États survenus dans l'espace sahélien, a ouvert la voie à de nouveaux acteurs, peu sensibles aux réalités locales.

La montée en puissance du mercenariat, en particulier, contribue indirectement à renforcer les groupes terroristes.

Sur le plan régional M. Vassiriki Traore identifie l'Alliance des États du Sahel, au regard des reconfigurations géopolitiques, comme l'épicentre du terrorisme dans la sous-région. La menace s'intensifie également dans la zone des trois frontières, où l'État Islamique étend son influence. Au Nigéria, Boko Haram constitue une menace sécuritaire majeure, notamment dans la région de Sokoto.

Mais comment expliquer l'inefficacité des dispositifs de lutte anti-terroriste ?

M. Lallali a mis en évidence l'existence de nouvelles dynamiques de sécurité liées au développement des activités de mercenariat. Les entreprises de mercenariat définissent leur stratégie en fonction d'un « business plan ».

Ces entités développent « un semblant de stabilité », mais elles ont pour objectif réel de pérenniser leurs activités.

Selon M.Vassiriki Traore, celle-ci s'explique en partie par la persistance des préjugés et stéréotypes, associant terrorisme à la religion musulmane. Or, le terrorisme, comme il le rappelle, repose avant tout sur une idéologie.

Mme Bibi Van Ginkel, partage ces analyses, l'échec de la lutte antiterroriste est en partie corrélé aux fragilités institutionnelles et aux tensions communautaires observées dans ces pays, lesquelles sont exploitées par les groupes terroristes. In fine, les erreurs commises au Sahel se répètent aujourd'hui dans les pays côtiers, faisant croître la menace à un rythme alarmant.

II. ASSURER LA RÉSILIENCE DES ÉTATS : UNE RÉPONSE GLOBALE ET MULTIDIMENSIONNELLE

Les discussions ont mis en lumière la nécessité d'une approche holistique et intégrée pour faire face à une menace terroriste, laquelle demeure par essence transnationale.

Pour Idriss Mounir Lallali, on ne peut appréhender la menace terroriste uniquement sous le prisme militaire.

Une réponse efficace doit s'inscrire dans une stratégie plus large, incluant à la fois une dimension militaire, économique et sociale. Cette stratégie, que Bibi Van Ginkel qualifie de "global approach" repose sur des synergies entre forces armées, autorités locales, acteurs communautaires, partenaires internationaux et thinks tank. Elle illustre notamment son propos avec l'exemple des attentats du 11 septembre 2001, où l'accent exclusif sur une réponse militaire démesurée a montré ses limites face à l'absence d'un cadre social complémentaire.

M. Vassiriki Traoré, quant à lui, a placé la focale sur le cas ivoirien, où une stratégie multi niveaux a été mise en œuvre. 400 millions de FCFA ont été investis dans les zones marginalisées, lesquels ont permis de réaliser des infrastructures à caractère social (écoles, hôpitaux, centres sociaux-sanitaires). Ces initiatives ont permis de renforcer le sentiment d'appartenance nationale et à dissuader les jeunes de rejoindre des groupes terroristes.

Un autre point saillant des échanges a porté sur la situation des réfugiés, un enjeu qui soulève des préoccupations à la fois sécuritaires et humanitaires. Idriss Mounir Lallali, rappelle que la vulnérabilité des réfugiés est, bien souvent, instrumentalisée et exploitée par les groupes terroristes afin de s'infiltrer, citant l'exemple du Kenya.

Cette réalité impose aux gouvernements de privilégier des mécanismes de réinsertion ciblés, afin qu'ils ne déstabilisent pas le tissu communautaire. M. Vassiriki Traoré a apporté une perspective complémentaire, appelant à la mise en place de dispositifs de contrôle rigoureux dans les camps de réfugiés, plutôt qu'à une marginalisation de ces individus.

III. ANALYSES PROSPECTIVES : QUELLES PERSPECTIVES POUR L'AVENIR DE LA MENACE TERRORISTE DANS LE GOLFE DE GUINÉE ?

À l'aune de l'expansion de la menace terroriste, les panélistes ont conclu leurs échanges en partageant leurs perspectives sur l'avenir du Golfe de Guinée.

Idriss Mounir Lallali a mis en exergue l'importance géopolitique de cette région, un statut renforcé par les bouleversements survenus au Moyen-Orient.

Ces nouveaux équilibres géopolitiques confèrent au Golfe de Guinée un rôle stratégique, qui ne manquera pas d'attirer les groupes terroristes.

En revanche, il estime peu probable que ces derniers tentent d'établir un califat islamique, un acte symbolique qui risquerait de mobiliser une réponse massive de la communauté internationale. Pour ce dernier, leurs stratégies s'orienteront davantage vers la multiplication des points d'ancrage sur le continent.

M. Idriss Mounir Lallali, qui soutient cette vision, appelle ainsi de ses vœux à la mise en œuvre une coordination renforcée entre les services de sécurité et les services de renseignement, précisément dans les zones transfrontalières.

En revanche, les panélistes ont émis certaines préoccupations quant à l'efficacité des institutions régionales, à l'instar de la CEDEAO et de l'Initiative d'Accra. Ces structures souffrent d'un manque de financement chronique et peinent à élaborer des solutions pertinentes et pérennes face à la propagation de la menace.

Pour M. Idriss Mounir Lallali notamment, l'intégration des pays de l'Alliance des États du Sahel dans les réponses apportées au terrorisme sera déterminante, en occultant notamment les tensions intrinsèques à la sous-région, en vue de poursuivre un objectif commun.

La réappropriation par les Etats africains de l'Initiative d'Accra pourrait permettre de redynamiser cette entité de coopération.

En guise de conclusion les intervenants ont prédit un avenir prometteur pour l'Académie Internationale de Lutte contre le Terrorisme. Ils ont souligné l'intérêt de ce séminaire qui a permis d'enrichir la compréhension de la menace terroriste en Afrique et de confronter les différentes expertises sur le sujet.



PANEL 3

« Terrorisme en Afrique : Radicalisation ou criminalité »



Beatrice Bianchi

Senior Political Analyst/Mediation Expert European Centre for Electoral Support (ECES).

Beatrice Bianchi est une analyste politique, comptant plus de douze ans d'expérience professionnelle dans les processus de transition, la médiation et l'évaluation des facteurs de fragilité en Afrique subsaharienne.



Guillaume SOTO-MAYOR

Enseignant à Sciences Po Paris

Guillaume Soto-Mayor est consultant indépendant et expert en questions politiques de sécurité en Afrique et en Europe. Il est également chercheur non-résident à l'Institut du Moyen-Orient (Middle East Institute), et Chercheur principal au CRTG-Working Group ainsi qu'à l'Institut Timbuktu.



Colonel HASSANE KONE

Chercheur principal ISS

Colonel retraité, Hassane Koné est chercheur Senior au Bureau régional pour l'Afrique de l'ouest et le Sahel de l'Institut d'étude de sécurité (ISS).



Professeur Gani Joses YOROMS

Collège National de Défense du Nigeria.

Gani Joses Yoroms est professeur de sciences politiques et doyen du Centre de Recherche et d'Études Stratégiques (CSRS) au Collège National de Défense du Nigeria. Il enseigne également à l'Université de Bingham et à l'Université du Nil au Nigeria.

RÉSUMÉ

« Terrorisme en Afrique : Radicalisation ou criminalité »

La dernière table ronde « Terrorisme en Afrique : Radicalisation ou criminalité » a offert une analyse pragmatique et nuancée, des dynamiques sous-jacentes au phénomène terroriste sur le continent africain. La frontière poreuse qui subsiste entre djihadisme et banditisme questionne l'essence même du terrorisme : s'agit-il d'une radicalisation purement idéologique ou d'une instrumentalisation de la violence à des fins criminelles ?

Dans cette ère de rivalités géopolitiques exacerbées, l'expertise de nos intervenants s'est révélée pertinente pour analyser les liens intrinsèques entre ces deux phénomènes. Depuis les années 2000, les groupes terroristes progressent dans la sous-région, grâce à des stratégies d'expansion qui se sont révélées particulièrement efficaces. Aujourd'hui, cette zone d'influence s'étend bien au-delà du Sahel, et gagne désormais l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale. Ces groupes ont émergé comme une alternative, dans des zones où l'État ne parvient plus à assurer ses fonctions régaliennes.

Ainsi, les discussions ont mis en exergue des interactions multiples qui structurent les mouvements djihadiste, où s'entrelacent enjeux religieux, socio-économiques, politiques et psychologiques. Malgré des mutations observées dans le mode de fonctionnement de ces groupes, la matrice idéologique reste particulièrement prégnante.

I. AUX RACINES DU TERRORISME : LA PROMOTION D'UN DISCOURS ISLAMISTE

Les intervenants ont mis en lumière la centralité de la rhétorique islamiste dans les pratiques des groupes terroristes, un constat corroboré par le colonel Hassan Koné. Selon lui, lorsqu'on s'intéresse aux groupes terroristes, à l'instar d'AQMI, Boko Haram ou Ansar Dine, ceux-ci sont par nature, porteur d'une idéologie. Ces derniers placent la dimension religieuse au cœur de leur stratégie, s'appuyant sur une interprétation radicale de l'Islam pour légitimer leurs actions. Le développement de l'islamisme prend ainsi racine dans une hostilité exacerbée à l'égard l'influence occidentale. En dénonçant ce qu'ils perçoivent comme une pratique dévoyée de la religion, ces groupes s'érigent comme les défenseurs d'un islam "pure", incarné par la promotion d'un retour califat.

En ce sens, pour le professeur Gani Joses Yoroms, la composante « radicalisation » est essentielle pour caractériser cette violence, motivée par la conviction de mourir pour une cause transcendante. Le colonel Hassane Koné partage ce constat, tout en introduisant une nuance importante : si les leaders de ces organisations, au sommet de la hiérarchie, adhèrent totalement à l'idéologie, les bases de ces structures le sont beaucoup moins. Cette hétérogénéité justifie, en partie, les liens étroits entre radicalisation et criminalité.

II. UN RENOUVEAU DU PHÉNOMÈNE TERRORISTE : LES LIENS ÉTROITS ENTRE RADICALISATION ET CRIMINALITÉ

Bien que l'extrémisme religieux constitue le socle de ces groupes, il convient aussi de considérer que ces entités terroristes, peuvent s'adonner à des activités criminelles. C'est dans ce contexte que Guillaume Soto-Mayor s'est intéressé au phénomène du "narco-djihadisme".

Selon lui, ces groupes qui ont pour intérêt d'assurer la pérennité de leurs activités, sont tenus de renforcer leurs ressources financières. Outre les donations, les contributions religieuses comme la zakat, ce financement repose principalement sur des pratiques criminelles diversifiées : transhumance, orpaillage, taxation d'activités criminelles, butins militaires, pillages, vols de bétail et rançons d'otages. Parmi ces sources de financement, les rançons d'otages ont été identifiés par les panélistes comme l'une des principales causes de l'expansion du terrorisme sur le continent. Ces stratégies permettent à ces groupes de générer des recettes pour l'achat d'armes et de munitions, ainsi que pour subvenir à leurs besoins primaires.

Toutefois, malgré l'interconnexion entre criminalité et radicalisation, Guillaume Soto-Mayor rejette l'idée d'une hybridité entre ces deux sphères. À ses yeux, le recours à des sources de financement criminelles ne change pas fondamentalement la nature de ces groupes, elles servent essentiellement à appuyer leur projet idéologique, lequel demeure le "Djihad". Une vision édulcorée du terrorisme djihadiste, serait dangereuse pour Guillaume Soto-Mayor, car elle nous empêcherait de comprendre les raisons de leur succès auprès des communautés locales.

Celle-ci est en partie corrélée à plusieurs facteurs : des parcours djihadistes qui s’ancrent dans une dimension criminelle, transitant entre les deux sphères, mais également à la proximité géographique entre ces groupes.

En ce sens, il termine son raisonnement, en soulignant que les méthodes et finalités de ces deux branches, criminalité et radicalisation, restent fondamentalement distinctes. C’est pourquoi, M. Soto-Mayor avertit sur la nature trompeuse du narco-djihadisme.

III. LA PERSISTANCE DU FAIT ISLAMISTE : UNE ADAPTATION DU DISCOURS AUX RÉALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Aujourd’hui, la résilience du discours djihadiste en Afrique s’observe à travers une évolution notable. En effet, les groupes terroristes adoptent une nouvelle rhétorique, qui s’ancre dans les réalités socio-économiques locales. Ce phénomène, analysé par le colonel Hassane Koné, s’amorce à partir de 2015, avec l’apparition d’une nouvelle génération de leaders djihadistes.



En ce sens, pour M. Guillaume Soto-Mayor, ces groupes ne se contentent plus de prôner un projet uniquement religieux, ils proposent un véritable projet de société. Ils ambitionnent d'être mieux acceptés par les populations. Ils se dressent ainsi comme une alternative lorsque l'État ne parvient plus à répondre aux besoins des populations locales. L'exemple du JNIM dans le nord du Bénin est particulièrement révélateur. En s'appuyant sur les principes de la Charia, le JNIM se positionne comme le défenseur des populations face à l'injustice et la corruption. Ces groupes armés assument notamment des fonctions régaliennes, à travers l'instauration d'une « offre de justice » qui se caractérise par l'installation de juges islamiques, qui sont souvent des chefs locaux ou des marabouts respectés, la mise en place d'une police religieuse "la hisba", chargée de veiller respect de la loi islamique, ainsi que l'embrigadement des jeunes dans des écoles spécialisées.

Outre ces dynamiques, le levier sécuritaire demeure également important. Selon le colonel Hassane Koné, dans un contexte où les communautés locales sont fréquemment la cible de bandits ou de milices, l'adhésion au sein de ces groupes, traduit un besoin impérieux de protection. Il cite notamment l'exemple du Mali, où les agressions perpétrées par les groupes Touaregs, couplées à l'inaction des autorités, pousse les individus à rejoindre les groupes djihadistes.

Ainsi, comme le souligne Guillaume Soto-Mayor, le principe de pragmatisme ("fir al bayt"), adopté par ces groupes terroristes, structure principalement leurs actions. Par conséquent, et au regard de leurs capacités, ces groupes n'envisagent pas la prise de contrôle des capitales. Au final, ces éléments de langage résonnent au-delà des communautés arabes, touaregs ou peuls, et touchent désormais des jeunes bambaras et soninkés.

IV. UNE RÉFLEXION SUR LA RÉPONSE À ADOPTER FACE À LA MENACE TERRORISTE

Face à ces réalités, les panélistes ont fourni diverses recommandations, visant à combattre la menace terroriste de manière efficace.

Pour le colonel Hassane Koné, une meilleure compréhension du phénomène est indispensable. Cette problématique dépasse une approche purement idéologique, dans la mesure où ces groupes exploitent des problématiques socio-économiques et politiques. Il recommande ainsi de s'attaquer à la base et non au sommet, à l'instar de l'Algérie, qui est parvenu à éradiquer la menace terroriste par le bas.

En ce sens, le professeur Gani Joses Yorums a souligné que notre incompréhension de ce phénomène tient également au fait qu'il n'existe pas de définition univoque du terrorisme à l'échelle internationale, constatant la porosité de la frontière entre « combattants de la liberté » et « terroristes ».

Pour M. Guillaume Soto-Mayor, qui s'inscrit dans le même sillage, une réelle lisibilité sur les stratégies développées par les groupes terroristes, pourra apporter des solutions pérennes à ce phénomène. Il cite notamment l'exemple de la RCI, qui a apporté une réponse exemplaire dans le septentrion, combinant à la fois moyens militaires, économiques et sociaux.

Lors de cette session, un consensus commun s'est dégagé sur la nécessité de favoriser un dialogue multilatéral, entre États, institutions internationales, ONG, acteurs religieux, et communautés locales.

A cet égard, le colonel Hassane Koné a mis évidence l'exemple mauritanien où les Oulémas ont mené un dialogue avec des jeunes engagés dans des groupes terroristes pour déconstruire leurs idéaux.

En guise de conclusion, les panélistes ont insisté sur la nécessité des États d'agir en synergie, en se dotant d'une feuille de route commune et d'une vision stratégique à long terme.



POUR PLUS D'INFOS



contact@irs-ailct.org



Jacqueville



<https://www.ailct.org>